

UNE PROPOSITION DE LOI SOURNOISE... FO N'EST PAS DUPE!

Cette proposition de loi (PPL) se présente comme visant à maintenir les barrages hydroélectriques dans le domaine public et à créer un service public des énergies renouvelables.

Mais derrière cet affichage qui peut apparaître positif, elle s'inscrit en réalité dans une logique de démantèlement d'EDF en séparant l'hydraulique du reste de l'entreprise ainsi que dans une fuite en avant vers les énergies intermittentes.

FO Énergie et Mines a été auditionnée par le rapporteur de cette PPL le 23 septembre.

Nous y avons détaillé les raisons de notre opposition à cette PPL, qui est dans les faits, un avatar du funeste projet «Hercule» que les personnels ont mis en échec avec FO.

FO Énergie et Mines tient à rappeler l'importance de l'hydraulique dans le mix électrique national, moyen de production pilotable. C'est de loin la plus importante des énergies renouvelables dans notre pays et elle apporte une contribution décisive à la sécurité d'approvisionnement de notre pays.

Nous ajoutons également combien l'hydraulique est un élément qui va bien au-delà de la production d'électricité à travers le multi-usage de l'eau.

Mais FO Énergie et Mines tient aussi à souligner combien l'ouverture des marchés de l'électricité lancée au niveau européen avec l'appui des Verts Européens est aujourd'hui un échec retentissant.

Cette ouverture va poser de graves problèmes de sécurité d'approvisionnement du fait de la fermeture au niveau européen de moyens de production pilotables et du soutien aveugle au développement des énergies intermittentes.

Mais surtout comme on le voit actuellement, cette ouverture des marchés sur le plan européen fait perdre aux Français un avantage compétitif alors pourtant que notre mix électrique est optimal tant en termes de prix que du fait de son caractère décarboné.

FO Énergie et Mines rappelle enfin le rôle majeur joué par EDF en matière énergétique grâce à un mix énergétique combinant principalement du nucléaire, de l'hydraulique et du thermique.

Dans ce contexte, notre fédération estime qu'il faut revoir les règles de concurrence et en faire un bilan contradictoire, ce qui nous a toujours été refusé.

FO considère également qu'il faut renationaliser l'intégralité d'EDF, car la mise en Bourse privilégie des logiques de court terme.

Nous revendiquons donc le retour à un EPIC intégré pour conforter un service public républicain, assorti sur le plan social d'un statut du personnel assurant des garanties individuelles et collectives de haut niveau pour tous les personnels produisant, transportant, distribuant et commercialisant l'électricité et le gaz.

C'est à l'aune de ces principes que nous apprécions la PPL.

Sur l'hydraulique, nous revendiquons la fin de la concurrence, son caractère 100 % public, mais tout ceci dans une EDF intégrée.



Or, la PPL ne précise pas son champ d'application (intègre-t-elle également la CNR et la SHEM ?) et plus encore, elle implique une sortie des barrages du périmètre d'EDF.

Ce point implique une nouvelle dé-intégration d'EDF qui est, d'ailleurs, celui porté par le Gouvernement dans le cadre du plan Hercule que les personnels avec FO ont heureusement mis en échec.

Il est d'ailleurs étonnant qu'EDF ne soit même pas mentionné ni dans le texte, ni même dans l'exposé des motifs, ni que ne soient précisées les relations de cette entité avec EDF et la manière dont l'électricité ainsi produite sera vendue. Pourtant, aujourd'hui, il y a une direction à EDF chargée de l'optimisation entre l'amont et l'aval (DOAAT). Et la PPL ne précise rien en la matière.

FO a toujours été opposée à la concurrence dans l'hydraulique comme dans l'électricité en général, mais nous sommes tout autant opposés à un démantèlement d'EDF et donc à cette PPL qui le prévoit.

Sur l'existence et le contenu d'un service public des ENR, FO précise qu'elle est favorable à un service public de l'électricité qui, dans la production, doit inclure le nucléaire, l'hydraulique et le thermique et non pas à un service public rabougri ne concernant que les ENR.

FO considère que la fuite en avant vers toujours plus d'énergies intermittentes correspond à un gaspillage d'argent public. De plus, cette PPL ne dit rien sur les garanties sociales des personnels affectés à l'exploitation-maintenance des ENR intermittentes alors qu'aujourd'hui ils ne bénéficient pas du statut du personnel des IEG. FO rappelle que conformément à la loi, tous les travailleurs de la production d'électricité doivent bénéficier de ce statut.

Cette PPL s'inscrit en réalité davantage dans une démarche d'affichage à quelques mois des élections que dans une démarche visant à faire réellement avancer le débat public.

Celle-ci comprend des dispositions inacceptables que nous rejetons, car elles s'inscrivent dans un démantèlement d'EDF alors que FO milite au contraire pour un renforcement de l'opérateur public de service public.

De même, nous sommes en désaccord avec celles sur les ENR intermittentes pour les raisons évoquées.

FO Énergie et Mines réitère sa revendication d'un bilan de la déréglementation européenne en matière d'électricité.

